

## EUROPE SOCIALE, EUROPE LEGITIME :

frontières intérieures et extérieures de l'Europe

intervention au colloque:

UNDEFENDED CITIES AND REGIONS

FACING THE NEW EUROPEAN ORDER

LEMNOS, 27 aout - 1er sept. 1991

par

ALAIN LIPIETZ

CEPREMAP

140 rue du chevaleret 75013 Paris

tel : 40.77.84.64

Fax : 44.24.38.57

## EUROPE SOCIALE, EUROPE LEGITIME

9 Novembre 1989 : la joie d'une libération, celle de l'Europe de l'Est, la fin de l'affrontement Est-Ouest.

Février 1991. L'horreur d'une guerre de la bonne conscience, de la supériorité écrasante du Nord, contre un pays du Sud dirigé par un dictateur.

Eté 1991. La Yougoslavie explose, puis l'U.R.S.S., l'Europe se divise. La police italienne réprime un exode de réfugiés albanais avec aussi peu d'humanité que l'armée thaïlandaise refoulant les Boat-People viet-namiens. Face au chaos qui s'ouvre sur son flanc Sud-Est, la Communauté Européenne se referme comme une huître sur la perle précieuse de sa prospérité.

La nouvelle frontière entre l'Europe de l'Ouest et son extérieur se recrée, et cette fois du fait même de l'Europe "libre". Un nouveau "mur de la honte" est en train de repousser, un mur d'égoïsme, une frontière Nord-Sud qui passe bien au Nord de la Méditerranée. La Communauté Européenne n'appelle plus ses "frères de l'Est" à se rallier à son modèle, à la rejoindre. Toute l'Europe n'est pas "légitimement" européenne.

Ne soyons pas démagogue. L'égoïsme sacré est la condition de survie de toute communauté, et la dénomination géographique "européen" n'est pas un certificat d'appartenance à une communauté. L'absorption d'un territoire dans la Communauté n'est pas non plus une garantie d'adhésion de ses habitants à la communauté des Européens. Les candidats du Sud-Est à l'adhésion à la Communauté ne sont d'ailleurs pas nécessairement sympathiques. En somme, bien des arguments valables justifient la fermeture de la CEE. Reste que la brutalité d'une frontière, au coeur du petit cap occidental de l'Eurasie, entre la prospérité et le chaos, est lourde de terribles menaces, et d'abord incompatible avec l'éthique même de l'Europe.

Nous rappellerons d'abord l'ampleur du bouleversement de 1989 au coeur de l'Europe (section 1) puis nous reviendrons sur ce qui fait la force du centre économique de l'Europe Occidentale : l'Allemagne de l'ouest (section 2), et sur ce qui, indépendamment des événements d'Europe de l'Est, minait déjà la communauté (section 3). Nous nous

tournerons ensuite vers l'extérieur de la CEE (section 4), pour montrer comment les tensions internes à la CEE ne peuvent conduire qu'à une intégration très partielle de cet "extérieur", voire à une exclusion de régions qui sont déjà dans la CEE (section 5). Nous essaierons de montrer en conclusion que c'est dans la conquête d'une nouvelle frontière intérieure que l'Europe peut construire les conditions de son ouverture vers l'extérieur.

## I UNE AURORE ?

9 Novembre 1989. Cette nuit-là, l'Europe est revenue au coeur de l'Histoire. Non pas, comme trop souvent en ce siècle, pour ébranler le monde de ses querelles, l'ensanglanter de ses déchirements, le stupéfier de ses crimes inouïs. Mais, pour une fois, dans un symbole de paix, de réconciliation, de libération. En s'effondrant, le Mur de Berlin signifiait la fin de quarante-cinq ans de tensions et de haines, quarante-cinq ans de deuils et de désespérance, quarante-cinq ans d'impuissance et d'humiliation. La fête spontanée de la Porte de Brandebourg donnait sens, avec quarante-cinq ans de retard, à la poignée de main des soldats russes et américains sur le cadavre de l'Allemagne nazie. Mais la symétrie était brisée : on vit les Allemands de l'Est, hilares ou intimidés, sortir en masse pour embrasser leurs parents bouleversés. La fin du partage de Yalta marquait aussi la capitulation en rase campagne du capitalisme d'Etat stalinien devant les séductions du mélange ouest-européen de libéralisme et de sociale-démocratie. Au-delà du cycle de la Guerre froide, c'est le cycle ouvert par la Révolution d'Octobre 1917 qui se refermait sur le goût amer d'un immense gâchis.

Cette ombre d'amertume (pour ceux qui, jadis, avaient cru au communisme) fut bientôt confirmée par les relents nauséeux montant de l'Europe de l'Est en ruines (anti-sémitisme, populisme, matérialisme effrené ou spiritualismes réactionnaires) et par l'arrogance retrouvée de l'Allemagne de Monsieur Kohl. Mais il faut d'abord rappeler cette fête renouvelée de semaine en semaine qui, sitôt éteints les lampions du bicentenaire de 1789, vit s'écrouler les dictatures "communistes", de la Pologne à la Roumanie. Ce qui s'est effondré en ces jours merveilleux, c'est un système totalitaire à l'Est, et les conditions du condominium soviéto-américain sur l'Europe.

Cette double libération, nous la devons d'abord aux peuples de l'Est eux-mêmes, eux qui, depuis 1953, à Berlin, à Budapest, à Varsovie, à Prague, ne se sont jamais résignés. Aux militants des

décennies de clandestin, comme aux foules qui, d'année en année, ont appris à affronter les milices et l'armée, jusqu'à la révolution non-violente de l'automne est-allemand. Nous la devons aussi aux foules occidentales qui, dans les années 80, de la Sicile à l'Irlande, se réunirent par centaines de milliers pour refuser les euromissiles et la satanisation définitive de l'Europe de l'Est. En signifiant la crise du consensus pour la défense nucléaire de l'OTAN, en convaincant les dirigeants soviétiques que, les pacifistes n'étant pas seulement à l'Est mais aussi à l'Ouest, la Russie n'avait plus besoin d'un glacis coûteux autour d'elle, les Mouvements de Paix ouest-européens ont fait infiniment plus pour la libération de leurs frères de l'Est que les milliers de mégatonnes nucléaires accumulées dans les silos des sous-marins.

Et c'était bien la première conséquence à tirer de ce qui venait de se passer : la condamnation définitive du chantage nucléaire, de l'ignoble slogan des partisans de la dissuasion nucléaire : "Plutôt morts que rouges". Les Polonais avaient donc raison de ne pas se suicider en 1981. On est sorti du "totalitarisme" aussi difficilement mais aussi sûrement que de "l'autoritarisme" des Franco et des Pinochet. Jamais la lutte pour la liberté ne passera par l'anéantissement de l'Humanité. Tous les budgets de modernisation des forces de frappe nucléaire étaient dorénavant injustifiables. Au delà, c'était tout le cadre géo-stratégique mondial qui venait de basculer : la polarisation est-ouest était désormais caduque.

J'ai vu tomber le Mur de Berlin depuis Nauplie, la première capitale de la Grèce indépendante, au cours d'un séminaire regroupant chaque année des intellectuels, des politiques, des animateurs d'organisations non gouvernementales d'Europe et du Tiers-Monde dans la recherche d'une voie progressiste Nord-Sud. Les Africains observaient avec amusement les Européens bouleversés. Pour les Africains, c'était le signe que leurs dictatures, que leurs partis uniques à eux, soutenus par les gouvernements Ouest-Européens, tomberaient aussi un jour. Mais le Yougoslave ne cachait pas son inquiétude : "La droite allemande est partie pour un IVE Reich... elle cherche déjà à récupérer la Slovénie"... Espérance et inquiétude : Berlin était redevenu l'ombilic de l'Europe.

Les conséquences des bouleversements en cours sont en fait proprement incalculables, même à s'en tenir au plan économique. On pense au jeune Keynes rédigeant son premier grand essai, à la fin de la Première Guerre Mondiale : *Les conséquences économiques de la paix*. Nul de nos jours n'égale son talent, et les problèmes à résoudre

sont infiniment plus complexes. Essayons au moins de poser les problèmes.

Il faut d'abord prendre au mot la référence à Keynes. L'accélération de la course aux armements a joué un rôle considérable dans les années 80. Elle a ruiné l'Union Soviétique et les Etats-Unis, tout en offrant un débouché stable et sûr aux industries de pointe. Le "double déficit" américain (celui du budget et celui de la balance commerciale) a là son origine. L'Europe et la "zone de prospérité japonaise" ont trouvé dans ce déficit un débouché naturel qui, à la différence d'une extension de leur marché intérieur, ne leur posait aucun problème de balance commerciale. Mais la dette américaine, faisant monter les taux d'intérêt et s'ajoutant à celle du Tiers-Monde, menaçait la stabilité financière mondiale.

Cette course aux armements n'a plus lieu d'être aujourd'hui. Des milliers de milliards de dollars sont potentiellement disponibles pour la reprise de la croissance du bien-être, l'apurement des dettes, la lutte contre la crise écologique mondiale. Mais ne rêvons pas. Le conservatisme géo-stratégique est puissant, il peut s'appuyer sur les lobbies militaro-industriels qui feront valoir d'abord les emplois supprimés par la démilitarisation, qui surévalueront les difficultés d'une reconversion planifiée des industries d'armement, et les risques d'un retour à une dictature agressive en Russie. Il peut aussi s'appuyer sur les nouvelles tensions qui naîtront de l'effondrement même de l'empire soviétique, voire les provoquer. C'est ce qu'allait montrer la Guerre du Golfe, mais déjà les tensions en Europe de l'Est. Car la dissolution d'une ancienne tension n'abolit pas toutes les tensions, la fin d'un cauchemar n'abolit pas les pulsions de mort. Dans l'Europe déboussolée qui cherche, en tâtonnant, un nouvel ordre, les tensions ethniques, les ambitions nationales, vont revenir sur le devant de la scène.

*Tensions ethniques* : le risque est énorme d'une non-sortie de la crise économique à l'Est, y compris dans les pays (la Pologne, la Hongrie) qui auront choisi très tôt de s'orienter vers le libéral-productivisme. Passée la première euphorie démocratique, les vieux démons du populisme autoritaire resurgissent déjà, avec les alliances (hier impensables, mais aujourd'hui si logiques) des conservatismes bureaucratiques et des chauvinismes nationaux, voire religieux, une alliance de la droite des appareils communistes et de la droite des anciennes oppositions. De nouveaux Etats forts s'affirmeraient ainsi, qui détourneraient les rancoeurs contre "l'autre" : les Roumains contre les Hongrois, les Polonais contre les Allemands, les Serbes

contre les Croates et tous contre les inusables juifs. Le retrait de l'Apocalypse Nucléaire rouvre en Europe l'âge des "petites guerres" sur fond de misère, comme celles qui ressurgissent de manière endémique en Irlande du Nord, au Pays Basque espagnol.

*Ambitions nationales* : et tout le monde pense à l'Allemagne de 80 millions d'habitants. Hier géant économique et nain politique, l'Allemagne de l'Ouest devient d'un coup super-grand économique et géant politique. Hier encore sa force était menacée par le déclin démographique. D'un coup elle peut envisager d'agglomérer à sa puissance non seulement l'Allemagne de l'Est, mais l'Autriche dont la neutralité ne serait plus rédhitoire, mais toutes les populations d'origine allemande qui avaient survécu à l'Est du Rideau de Fer : des marchés, de la force de travail qualifiée et bon marché à ne plus savoir qu'en faire.

## II LA NOUVELLE QUESTION ALLEMANDE.

On mesure ici l'inconscience des intellectuels français qui, dans les années 80, refusaient la Grande Europe neutraliste par choix atlantiste, en agitant la peur de l'hégémonisme allemand. Dès aujourd'hui, cette crainte ne peut justement être désamorcée que par le contre-poids d'une Europe englobant, à l'Est de l'Allemagne, les petites nations de la "Mitteleuropa". Dès l'automne 1989, avec les rencontres Italie - Yougoslavie - Autriche - Hongrie-Tchécoslovaquie (rejoints ensuite par la Pologne), on vit s'esquisser la "Petite-Entente" d'avant-guerre entre les nations issues de la dissolution de l'Empire Austro-Hongrois, antique barrage contre les ambitions de l'Allemagne prussienne.

Oui, l'Allemagne fait peur. A ce niveau-là, un sentiment subjectif devient fait objectif. Encore faut-il en bien saisir les racines.

Il ne suffit pas en effet d'avoir peur de l'Allemagne réunifiée. Il faut surtout comprendre ce qui fait déjà la force de la seule Allemagne de l'Ouest. Car si l'année 1989 a sanctionné la victoire définitive du capitalisme de marché occidental sur le capitalisme d'Etat oriental, quarante-cinq ans après leur victoire commune sur le nazisme, elle a plus discrètement sanctionné une autre victoire, remportée dans les années 80 : celle d'un type de capitalisme de marché contre un autre. Dix ans après l'offensive ultra-libérale chez les anciens maîtres du monde, les Etats-Unis et la Grande Bretagne, la façon dont se négocie le partage des dépouilles du "socialisme réellement existant" révèle avant tout un fait massif :

avec tous leurs armements nucléaires, ces deux pays se retrouvent sans voix (comme la France, d'ailleurs) parce qu'ils sont affaiblis et endettés. Le nouveau partage du monde s'effectue autour du Japon et de l'Allemagne de l'Ouest <sup>1</sup>.

Face à la crise du modèle du développement fordiste, caractérisé par le *taylorisme* comme paradigme d'organisation du travail, et par des contrats de travail "*rigides*", deux issues étaient en effet possible (graphique 1)<sup>2</sup>

- ou bien relaxer, "*flexibiliser*" le caractère rigide du rapport salarial, en multipliant les emplois précaires, et donc nécessairement peu qualifiés, peu "*impliqués*", et donc en conservant le paradigme industriel taylorien. Cette solution, qui, pour le Capital, peut être qualifiée de "*défensive*", peut être ainsi caractérisée comme "*néo-taylorienne*".

- ou bien au contraire réformer profondément l'organisation du travail, en misant sur l'*implication négociée* de travailleurs dans la bataille pour la productivité et pour la qualité des produits. Cette négociation peut être menée au niveau individuel (mais alors on reste proche du "néo-taylorisme"), de l'entreprise (c'est le cas du Japon), de la branche, ou de la société (régionale ou nationale). De telles stratégies peuvent être qualifiées d'*offensives* et, par référence au modèle suédois, on peut appeler "*kalmarisme*" la version la plus socialisée. Ajoutons que les modèles "à implication négociée" permettent généralement une participation des travailleurs directs aux nouvelles méthodes d'organisation industrielle ("kanban"), alors que le néo-taylorisme implique une organisation planifiée par les managers ("Material Requirement Planing").

Cette coupure de l'ancien monde fordiste en deux oppose évidemment les USA au Japon, mais surtout elle coupe l'Europe en

---

1 A l'occasion de la Seconde Guerre du Golfe, en 1990-91, les "vaincus économiques" (USA, GRANDE-BRETAGNE, FRANCE) tenteront de prendre leur revanche, en prétendant faire la démonstration de leur indispensable rôle de "gendarmes" vis-à-vis du Sud. En quête d'un financement auprès de l'Allemagne et du Japon, ils montreront surtout leur visage de "codottieri" monnayant leurs services armés auprès des Cités Prospères (voir ma postface à l'édition anglaise de *Choisir l'Audace*, Polity Press, 1992).

2 Sur le fordisme et sa crise, voir A. LIPIETZ, *Mirages et miracles*, La Découverte, 1985 (en anglais : Verso 1987, en grec : Exandas 1990). Sur les options actuelles de sortie de la crise du fordisme, voir A. LIPIETZ, "Les rapports capital-travail à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle", *Couverture Orange Cepremap* n° 9016.

deux (opposant la Péninsule Ibérique à la Scandinavie), la CEE en deux (opposant la Grande-Bretagne à l'Allemagne) et même certains pays en deux (comme l'Italie). Contrairement à l'Europe du traité de Rome, fondée sur l'acceptation générale du modèle fordiste, l'Europe des années 80 se caractérise par la *divergence* des modèles de sortie de crise, une "Europe à deux vitesses", une Europe "Peau-de-léopard". Avec, à la tête du "bon côté de l'Europe", l'Allemagne de l'Ouest.

Avec 65 millions d'habitants, l'Allemagne de l'Ouest est presque 2 fois moins peuplée que le Japon. En 1989, elle a exporté 382 milliards de dollars, soit un excédent commercial de 81 milliards (contre 77 pour le Japon). Et cela, de notoriété publique, avec un niveau de vie de ses salarié(e)s incomparablement supérieur, et sans spécialisation marquée dans le domaine des nouvelles technologies. L'Allemagne "gagne" sans les puces électroniques et avec les ouvriers parmi les plus chers du monde !

Ce que le Japon et la RFA ont d'abord réalisé, c'est la participation des travailleurs à l'apprentissage de la productivité, à la recherche de la qualité, à la gestion des flux productifs. Le "Kanban" a vaincu le "Material Requirement Planing" parce que "l'implication négociée" a vaincu la "flexibilité" libérale <sup>3</sup>. Et derrière encore cette victoire, il y a la victoire d'une certaine conception du syndicalisme - et aussi de l'intelligence d'un certain patronat. Mais la supériorité de l'Allemagne est que le compromis Capital-Travail "kalmarien" a été beaucoup plus large qu'au Japon.

La victoire allemande s'articule sur un immense réseau de conventions collectives de branches, articulées en régions, puis décentralisées au niveau des conseils de cogestion. Comme aux USA, le syndicalisme allemand des années 1970 a d'abord cherché à résister, à protéger le travailleur en place. Mais dans les années 1980, avec 10% de chômeurs, il est parti à la contre-offensive : l'implication, en échange de la réduction de la durée du travail. Une orientation qui vient de très loin : "*Hauts salaires, temps de travail courts, méthodes rationnelles de production et organisation rationnelle de l'économie sont les garants de la montée économique et de la compétitivité de l'Allemagne*" proclamait déjà le congrès du DGB (la Confédération Syndicale Allemande) en... 1925 !

---

3 Voir les deux derniers livres de B. Coriat : *L'atelier et le robot* (C. Bourgeois, Paris, 1990) et *Penser à l'envers* (id., 1991).

Ce syndicalisme de branche, qui a pu arracher la promesse de la semaine de 35 heures pour 1993, a pourtant ses limites : il exclut les branches "pauvres" (services, etc...), il autorise un dualisme certain au détriment des femmes, des Turcs, hier des "untermunchen", demain des "frères de l'Est". Seul aujourd'hui le mouvement syndical suédois a fait mieux, étendant sa protection à toute la société (au risque de "surchauffer")<sup>4</sup>.

L'Allemagne de l'Ouest n'est pas "un modèle alternatif", et le Japon encore moins, même si l'Allemagne est socialement plus "avancée". Ces pays ont montré la *possibilité* productive de modèles de développement fondés sur l'implication négociée. Tout va dépendre du niveau de *solidarité* vers laquelle la pression sociale conduira leur évolution. Car, sans la solidarité, on le sait, l'implication négociée débouche sur une *aristocratie salariée* soutenant un nouvel impérialisme.

D'où la nouvelle peur de l'Allemagne (comme, en Asie, la peur du Japon). Les Allemands n'ont pas de chromosome nazi dans le sang. Ils sont simplement riches et puissants. Comme les Etats-Unis. Il faut avoir peur de l'Allemagne comme le Canada et le Mexique ont peur des Etats-Unis : ni plus ni moins. Il y a quand même une différence : les USA ne revendiquent ni la Basse-Californie, ni la Colombie Britannique. M. Kohl, pour gagner les voix de l'électorat d'extrême droite, a refusé pendant des mois de reconnaître la frontière germano-polonaise (la "ligne Oder-Neisse"), comme il revendiquera sans doute Koëningsberg. Il devint alors l'homme le plus impopulaire d'Europe. L'Allemagne de Brandt était un phare pour les pays de l'Est. L'Allemagne de Kohl devint, en 1990, un cauchemar. Non parce que Kohl se comporta comme Hitler. Parce qu'il se comporta comme Reagan, méprisant ses partenaires ouest-européens, humiliant ses clients est-européens, sacrifiant l'image extérieure de son pays à la manipulation démagogique de l'aile la plus réactionnaire de son électorat.

Prenons par exemple la manière dont il a imposé la réunification allemande. En Décembre 1989, celles et ceux qui avaient fait la révolution démocratique est-allemande avaient encore l'espoir de rebâtir les länders de l'Est sur un modèle alternatif au

---

<sup>4</sup> Voir D. Leborgne et A. Lipietz "Fallacies and open issues of Post-Fordism" in Scott & Storper (eds) *Pathways to Industrialization and Regional Development in the 1990's*, Routledge, 1992. En français : *Couverture Orange Cepremap* n°9103.

matérialisme de l'Ouest. Les temporisations du premier ministre communiste Mōdrow ont découragé les Allemands de l'Est : ils se sont résignés à l'unité à tout prix. C'est leur droit. Mais Kohl a jeté de l'huile sur le feu : "*Restez chez vous, et je vous achète. D'ici là, pas d'expérimentation intempestive*". A ce compte, autant émigrer tout de suite! Et l'unification n'allait rien arranger. Le couplage brutal de deux systèmes de prix, de deux niveaux de productivité aussi disparates, allait encore faire monter la tension, ruinant à l'Est des milliers d'établissements industriels, réduisant au chômage ou au sous-emploi la moitié des Allemands de l'Est (dès Août 1991) et poussant les chômeurs à l'exode vers l'Ouest.

Quand les USA de Truman ont aidé l'Europe et le Japon à se reconstruire, ils ont ménagé des "sas" : un droit au protectionnisme, à la non-convertibilité de la monnaie, et ils ont envoyé les prêts et dons du Plan Marshall. Quand l'Espagne et le Portugal furent admis à l'entrée de la CEE, on leur accorda des aides et un protectionnisme à sens unique pour de longues années afin de leur permettre une modernisation sur place. Kohl fit exactement le contraire : il n'aida pas à reconstruire, il racheta les ruines.

Cette folie ne pourra durer. Il faudra bien reconstruire l'Allemagne de l'Est sur place, donc financer et le niveau de vie, et l'investissement sur place. Cela demandera de l'argent de l'Ouest. La RFA peut fournir les fonds ou en augmentant les impôts à l'Ouest (par exemple sur le Capital, bien peu imposé) — mais les électeurs de Kohl ne le veulent pas — ou en émettant de la monnaie à bas taux d'intérêt, avec une montée inévitable de l'inflation — mais la BundesBank Ouest-allemande ne le veut pas. En somme, Kohl a racheté l'Allemagne de l'Est sans assurer son financement, comme un raider de Wall-Street : avec des "junk-bonds". Comme il faut bien payer un jour, l'Allemagne se résoudra en 1991 à augmenter les impôts, mais les taux d'intérêt devront pourtant reprendre leur hausse qui s'imposera à toute l'Europe, à l'investisseur italien comme au jeune ménage français.

Et c'est là le problème allemand. On a, avec l'Acte Unique, unifié l'économie européenne. On n'a pas prévu d'unification démocratique européenne. La politique économique, la vie quotidienne des Européens se décide donc dans l'Etat dominant : à Bonn. N'incriminons donc pas la volonté d'unification d'un peuple, les Allemands. Incriminons d'abord ceux qui ont voulu construire l'Europe par le seul côté de la puissance : l'Argent.

### III-LA CRISE PRECOCE DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE.

Au delà de l'Allemagne, c'est en effet la structuration même de l'Europe de l'Ouest qui est mise au défi par l'ouverture possible vers une "Grande Europe" incluant la "Mittel-Europa" - c'est-à-dire l'Europe de l'Est, Russie exclue. L'hypothèse de l'éclatement de l'Empire soviétique eurasiatique n'est pas à écarter pour les années 90, mais il est très peu probable que ses peuples, mis à part les Baltes, puissent avant longtemps prétendre se rattacher à l'Europe. Or, la crise prévisible de la Communauté Européenne s'est précisée tout au long des années 1989 et 1990, indépendamment des événements de l'Est.

On l'a dit ailleurs<sup>5</sup> : le projet de Grand Marché de 1993 souffrait d'une contradiction majeure. Un marché unique des capitaux et des marchandises sans politique fiscale, sociale et écologique communes, ne pouvait qu'exacerber la compétition entre les Etats membres devant équilibrer, chacun pour son compte, sa balance commerciale. Et le risque majeur était un glissement "vers le bas", vers la flexibilité libérale. Face à cette menace du "dumping social", Jacques Delors comptait sur un sursaut *ultérieur* des syndicats et des pays à législation sociale-démocrate pour imposer des "socles" législatifs ou contractuels communs au niveau européen.

Or cela ne s'est pas produit, malgré les protestations (timides) du Parlement Européen. De, 1989, l'harmonisation de la Taxe à la Valeur Ajoutée avait échoué. Du coup, la France a obtenu que demeurent des frontières douanières en Europe après 1992. Mais l'absence d'harmonisation sur la fiscalité du capital s'est révélée beaucoup plus grave. Prévoyant la libre circulation des capitaux pour le 1er Juillet 1990, la Commission Européenne avait proposé, en Février 1989, un prélèvement à la source de 15% sur les revenus de capital. Ce n'était pas beaucoup, c'était mieux que rien. Dès le 1er Juin 1989, la RFA supprima le sien ! Résultat : selon les mots de Michel Charasse, ministre français du Budget : "La France a réagi en allégeant un peu ses prélèvements libérateurs sur l'épargne". En réalité, depuis le 1er Janvier 1990, en France, les revenus du capital placés en SICAV monétaire de capitalisation (Mutual Money Market Funds) sont libres d'impôt jusqu'à 25 000 Francs (\$ 4 200) par mois, plus que n'en gagne la presque totalité des salariés ! On avance donc vers une Europe où seront taxés les seuls salariés et consommateurs...

Plus grave encore fut la capitulation sur l'Europe Sociale. En Septembre 1989, la Commission Européenne propose une Charte Sociale européenne insipide. Le 22 Novembre 1989, le Parlement Européen, seule représentation démocratique des peuples européens, vote un "socle minimum en deça duquel le Conseil ne saurait aller" <sup>6</sup>. Une synthèse de tout ce que les mouvements salariés avaient conquis en Europe, y compris le droit à un revenu minimum, "l'harmonisation progressive des prestations sociales au niveau le plus élevé", la participation des travailleurs à l'orientation technologique et à l'organisation du travail... Pourtant, en Décembre, le Conseil des gouvernements (sauf Madame Thatcher qui refuse tout) adopte la Charte de la Commission, encore édulcorée (les journaux ne la publieront même pas !). Le Parlement, qui avait précisé que, au cas où cette Charte-Zéro serait adoptée, il bloquerait l'édification du Marché Unique, ne réagit pas. Les Verts (39 députés au parlement européen) préparent une motion de censure de la Commission, qu'aurait pu voter l'Euro-gauche (sociaux-démocrates et communistes). Le projet s'enlisa.

Bref, telle quelle se dessine à l'heure actuelle, la Grande Europe unifiée ne le sera que pour le capital, et pour lui permettre d'échapper à l'Etat : c'est-à-dire au fisc et à la législation sociale. Ne disons pas que cette Europe est "apolitique". Il y a une politique, celle de Bonn (moyennant quelques concessions). Et il se peut fort bien que l'Union Monétaire revienne à confier tout le pouvoir monétaire à la Bundesbank. Non, ce qui manque à cette Europe, c'est le contrôle démocratique qui seul permettrait de représenter les intérêts de la grande majorité des Européens, donc de souder sur un grand compromis social la Communauté que se voulait l'Europe. Car aujourd'hui, seul un "volet social" peut souder la conscience communautaire : on le voit bien d'ailleurs dans le débat sur l'unification allemande.

Indépendamment donc de tout changement à l'Est, et dès la fin 1989, le risque était donc devenu très grand d'une Europe à deux

---

<sup>6</sup> Quelques précisions institutionnelles. La Communauté Economique Européenne est un monstre démocratique. Son organe exécutif est la *Commission* (présidée par J. Delors) dont les membres sont désignés par les Etats. La Commission fait des propositions au *Conseil* (qui est donc le pouvoir législatif). Ce Conseil est composé des gouvernements des pays membres : le législatif européen est la somme des exécutifs nationaux ! Le *Parlement* Européen, élu, n'a qu'un pouvoir de recommandation, mais le Conseil peut passer outre. Le Parlement peut aussi "censurer" (renverser) la Commission, mais ça ne s'est jamais fait.

---

<sup>5</sup> Voir mon livre *Choisir l'audace*, La Découverte, Paris, 1989.

vitesses sociales, les riches régions du Nord de l'Europe préservant des compromis sociaux avancés de type "kalmarien" (implication négociée, hauts salaires) grâce à leur suprématie technologique, tandis que les industries banalisées "néo-tayloriennes", avec des salariés précaires et peu payés, migreraient vers la périphérie interne de la CEE (Iles Britanniques, Péninsule Ibérique) 7.

#### IV-LES QUATRE CERCLES DE L'EUROPE.

L'irruption de l'Europe de l'Est est venue percuter ces débats, positivement et négativement. Positivement : en absorbant l'Allemagne de l'Est, l'Allemagne de l'Ouest redevient une jeune nation, avec d'immenses besoins de reconstruction. Elle redevient une "locomotive" au sens keynésien du terme (nouveau marché, nouvelles occasions d'intervenir) pour le reste de l'Europe de l'Ouest : même la France, même la Grande-Bretagne, même le Portugal, ramassent des miettes des nouveaux marchés de l'Allemagne de l'Est. A moyen terme, la question est beaucoup plus complexe : tout dépendra de la nouvelle structure de l'Europe. Voyons d'abord quels étaient déjà les cercles autour de la CEE.

Il y a d'abord les pays de l'Association Européenne de Libre Echange (A.E.L.E., en anglais E.F.T.A.) : Suisse, Autriche, Scandinavie. Autant sinon plus riches et socialement avancés que la RFA, ils avaient refusé la CEE pour sauvegarder leur neutralité et leurs compromis internes plus orientés vers le "kalmarisme" que vers le libéral-productivisme. Ils sont déjà en situation de libre accès à la CEE, mais peuvent craindre un protectionnisme du Grand Marché de 1993. Avec l'effacement de la question militaire, ils vont être tentés de forcer les portes de la CEE, ce qui y renforcerait les partisans de l'Europe Sociale.

Ensuite, il y a le second cercle : les pays du pourtour Sud de la Méditerranée, les pays semi-développés de l'Accord d'Intérêt Préférentiel, du Maroc à la Turquie. Déjà angoissés par les privilèges de la périphérie interne de la CEE (Portugal, Espagne, Grèce) quant à l'accès aux marchés du Nord, ils cherchent à s'associer plus étroitement à elle, et seraient les grands perdants d'une intrusion de l'Europe de l'Est, ethniquement plus... "acceptable". Ces pays méditerranéens sont en proie à une crise économique et écologique parfois terrifiante (en Algérie, en Egypte), encore aggravée par

l'explosion démographique. La montée irrésistible de l'intégrisme musulman y trahit la faillite des modèles occidentalistes, productivistes et étatistes. La Commission Européenne, prenant conscience qu'il s'agit d'une "bombe à retardement" a décidé en 1990 de doubler l'aide financière européenne à l'ensemble de ces pays. Ce qui la porte à... 5 francs par an et par Européen, 20 F par bénéficiaire ! Somme dérisoire qui traduit la profondeur de la "nouvelle frontière hostile" sur le flanc Sud de l'Europe.

Enfin, au delà des mers et du Sahel, il y a les pays "Afrique-Caraïbes-Pacifique". Le renouvellement de l'Accord de Lomé qui les lie à la Communauté fut une terrible déception en Décembre 1989. La CEE, en leur accordant chichement son soutien économique, n'a pas fait le choix d'être la locomotive du développement mondial. Ce qui est inquiétant... pour l'Europe de l'Est.

Tels qu'ils surgissent en 1989 au flanc Est de la CEE, ces pays se présentent en un quatrième cercle qui se subdivise lui-même en trois strates. Avec un Produit Brut par habitant comparable à l'Espagne (7 800 dollars), la République Démocratique Allemande (7 200) et la Tchécoslovaquie (6 000) ne doivent qu'à la gabegie bureaucratique, au manque de consensus interne et à leur isolement d'avoir gâché leur héritage industriel et culturel d'avant 1945, mais pourraient redécoller facilement. La seconde strate se trouve au contraire au niveau de l'Algérie et de la Corée (2 500 dollars par habitant et par an). Il s'agit de la Hongrie, de la Yougoslavie (2 300 dollars) et de la Pologne : 1 900 dollars par habitant, soit dix fois moins que la RFA ! Ces pays sont en outre criblés de dettes (respectivement : 20, 23 et 39 milliards de dollars) et rongés par l'inflation. Il y a enfin une troisième strate : la Bulgarie, la Roumanie, la plus grande partie de la Yougoslavie, l'Albanie, qui par bien des aspects économiques et culturels se rapprochent de notre second cercle, les "Pays Tiers Méditerranéens". C'est une sorte de "Turquie d'Europe" élargie, et d'ailleurs ils firent jadis partie de l'Empire Turc (comme la Grèce, qui est pourtant dans la CEE).

#### V LE SCENARIO DE L'INACCEPTABLE

Face à ce tiers-monde européen qui s'ouvre à l'Est, les sociaux-démocrates modérés de la CEE (et notamment J. Delors et F. Mitterrand) ont senti le danger : le piège de l'Acte Unique se referme sur eux. Ils ont mis en place l'Europe des marchands et des capitaux, pensant que le reste suivrait dans l'unification politique de la CEE. Et

7 Voir Leborgne D. et Lipietz A. "Avoiding Two-Tiers Europe", *Labour & Society* vol.15 n°2, April 1990, ILO (Geneva).

maintenant se déploie le spectre d'une zone de libre échange élargie, échappant à toute régulation sociale supranationale. Alors ils essaient de presser le pas : consolider socialement et économiquement l'intégration de l'Europe des 12, et gérer collectivement le rapport à l'Est. Malheureusement, ils ont jeté leurs atouts en 1985 (quand ils ont signé l'Acte Unique), et l'Allemagne de Kohl est maîtresse du jeu.

La position opposée est celle des milieux financiers et des politiciens libéraux : Margaret Thatcher fut longtemps à leur tête. Il suffit d'étendre à l'Est les relations de libre échange contrôlé, du type Accord d'Intérêt Préférentiel, et de bloquer les velléités de la Commission Delors de progresser vers l'Europe sociale. Le mécanisme implacable de l'Europe à plusieurs vitesses sociales se redéploierait alors vers l'Est, laissant le Maghreb, voire l'Irlande, le Portugal et la Grèce à leur triste sort. Sous la pression de la dette, et pour une poignée de milliards de dollars en aide de première urgence, une immense zone franche de sous-traitance à très bas salaires, aux syndicats presque inexistantes, s'offrirait en Europe de l'Est pour les industries de main d'oeuvre au service des centres techno-financiers de l'Europe du Nord-Ouest.

La force de ce scénario est qu'il ouvre à l'Allemagne la voie royale d'une satellisation "à la carte" de l'Europe Centrale. Moyennant 5 ans de libéralisation des mécanismes économiques, la RFA flanquée de l'Autriche pourrait absorber la RDA, son marché et sa main d'oeuvre qualifiée, réglant pour une génération son problème démographique. La Tchécoslovaquie et la Slovaquie pourraient rejoindre le rôle d'une Espagne hors CEE : industrie lourde, grosse mécanique. La Hongrie, la Pologne (aux gouvernements déjà ultra-libéraux) et le reste de la Yougoslavie, deviendraient des Tunisie ou des Maroc vouées au textile, aux industries de montage néo-tayloriennes, à la culture des pommes de terre... moyennant des quotas d'importation : la sous-traitance oui, l'invasion non. Ce "IV<sup>e</sup> Reich" économique assez proche de la sphère japonaise serait sans doute secoué sur ses marches orientales par de "petites guerres" nationalistes... comme en connaît le Royaume-Uni en Irlande ou l'Espagne au Pays-Basque, le cas yougoslave pouvant tourner encore plus mal. Un scénario socialement peu reluisant, mais, dans un premier temps, économiquement dynamique.

Ce scénario, le plus probable (mais qui se diffracte en plusieurs sous-scénarios que nous examinerons plus loin), est inacceptable. Non seulement il accélérerait la déchirure, interne à

l'Europe de l'Ouest, entre les régions "kalmariennes" et les régions "néo-tayloriennes". Mais encore il mettrait ces dernières (les pays du Sud de la CEE) en concurrence directe avec le "second cercle", celui des pays du Sud de la Méditerranée et avec le "quatrième" (l'Est). Plus question dès lors de subventionner le niveau de vie de leurs habitants, et même l'appartenance de ces régions à l'Europe serait remise en question. Se dessine à l'intérieur même de l'Europe une nouvelle frontière : celle de la pauvreté, de la mafia, de la tiers-mondisation. Elle ne passe plus au centre de la Méditerranée et le long du rideau de fer. Elle abandonnerait volontiers la péninsule Ibérique (sauf la Catalogne), en tout cas la Corse, la Sicile et toute l'Italie au Sud de Rome. De la Yougoslavie, elle prendrait la Slovaquie, pas le Kosovo ; de la Roumanie : la Transylvanie, pas la Moldavie. De l'URSS : peut-être les Baltes, sûrement pas les républiques musulmanes. Bref, "l'Europe légitime" retrouverait une très vieille frontière : celle des empires russe, arabe et turc.

Ce nouvel apartheid s'appuierait évidemment sur le racisme. Un racisme bien évidemment tourné contre l'ensemble du monde musulman voué à l'intégrisme : et il sera très facile de l'accuser de violer les droits de l'homme et en particulier les droits des femmes pour le rejeter comme "barbare"<sup>8</sup>. Mais aussi un racisme interne à l'Europe : des régions riches contre les régions pauvres, des Allemands de l'Ouest contre leurs "frères de l'Est" et tous les Slaves, mais aussi (comme le montre le succès des "ligues" lombarde, ligure, etc...) des Italiens du Nord contre les Italiens du Sud, des "Français" contre les Corses, etc...

L'Europe du Nord Ouest deviendrait plus que jamais un club de nantis, barricadés contre la menace démographique et religieuse du Sud. A l'impérialisme économique, au mépris culturel, pourrait même s'ajouter un "éco-impérialisme" : le Nord-Ouest de l'Europe refuserait les industries polluantes mais, au lieu de remettre en cause sa propre surconsommation, il rejeterait ces industries vers sa frontière Sud.

Ce scénario pose avec force la question de "l'Europe légitime". Qui (quels territoires) a vocation à être dans l'Europe ? Le livre récent d'un cadre de l'ONG *Médecins Sans Frontières*,

---

<sup>8</sup> Ce racisme se déchaîna pendant la Guerre du Golfe, qu'un éditeur de la principale chaîne de télévision française présenta comme "un affrontement entre le monde civilisé et les Arabes".



*L'Empire et les nouveaux barbares* 9, soutient la thèse que, face au Nord prospère, s'étend un Sud de plus chaotique qui tend à redevenir ce qu'il était au début du XIXème siècle, une "terra incognita" où "ceux du Nord" ne peuvent plus aller, et contre le quel l'Empire Romain se défendit par un "limes", une frontière armée, avec, derrière, un glacis, une zone tampon, des "marches". Cette thèse est phénoménologiquement exacte 10. Un hippy de 1968 pouvait sans problème aller passer des vacances au Népal, en bus, en auto-stop. Aujourd'hui, il devrait traverser l'Inde du Nord ravagée par les troubles ethniques, le Pakistan sous dictature militaire-islamiste, l'Afghanistan déchirée par la guerre civile, l'Iran islamiste, l'Irak anéanti par une expédition occidentale digne des *55 jours de Pékin*. Et depuis l'été 1991, même la route terrestre interne à la CEE, la route des vacances entre l'Allemagne et la Grèce, est coupée par la guerre civile yougoslave !

Ainsi, comme pour l'Empire Romain, le "limes" se rapproche à toute vitesse du coeur de l'Europe. Essayons de discerner les frontières possibles parmi toutes celles que nous venons d'évoquer.

Une première frontière crédible représenterait une extension de l'actuelle CEE : celle qui engloberait effectivement l'ancien empire austro-hongrois et rejetterait les anciens empires ottoman et russe, à l'exception, peut-être, des Pays Baltes. En prenant fait et cause très vite pour les indépendances slovène et croate, l'Allemagne a montré sa préférence pour ce scénario, non pas vraiment sous la forme d'une intégration à la CEE (avec tous les droits sociaux attenants) mais d'une zone de libre circulation des marchandises et même des migrations économiques.

Ce sous-scénario s'appuie sur une véritable frontière culturelle. Pas exactement le christianisme, mais au moins la zone catholique et protestante (remarquons encore une fois que la Grèce "devrait" être exclue de la CEE !). Cette frontière, qui séparerait la

---

9 J.C. Rufin, *L'Empire et les nouveaux Barbares*, J.C. Lattès, Paris, 1991.

10 La réalité est plus complexe. Le Sud, culturellement et socialement "exclu", est économiquement de plus en plus "intégré". De plus en plus de biens primaires et manufacturés nécessaires au Nord sont produits dans le Sud, même au Bangla-Desh (Voir *Mirages et miracles*). Pour parfaire la comparaison avec l'empire romain, il faudrait souligner que la plupart de nos "esclaves" travaillent au delà du "limes".

Prusse et l'Autriche-Hongrie de la Russie et de l'Empire Ottoman, est ressortie presque intacte de l'effondrement du bloc de l'Est. En zone "occidentale", des partis libéraux ont pris le pouvoir. En zone "orientale", des partis communistes devenus populistes ont gardé le pouvoir à travers les élections : Roumanie, Bulgarie, Serbie, Albanie. Ces sociétés encore rurales, avec de fortes structures communautaires-clientélares qu'avait su parasiter (et souvent réformer positivement) le soi-disant "communisme", restent épouvantablement sensibles au nationalisme (alors que l'unification européenne, depuis la IIème guerre mondiale, s'appuie sur une nausée unanime vis-à-vis des horreurs du nationalisme) et au prestige des élites bureaucratiques. En un mot, elles restent "ottomanes", y compris dans les aspects réactionnaires des rapports entre les sexes.

Ottomanes et non pas turques. Et pourtant une fenêtre extraordinaire s'ouvre pour un "Empire-tampon" idéal : une Turquie qui redeviendrait ottomane, c'est-à-dire renoncerait au nationalisme turc étroit qui fut le sien (bien obligé !) depuis Atatürk. La Turquie peut retrouver une vocation transnationale en fédérant une zone-tampon entre "l'Europe légitime" et les ténèbres centre-asiatiques. Exclue de la CEE par sa conception "particulière" des droits de l'Homme et par son agression à Chypre ("Echelle du Levant" qui fait ni plus ni moins légitimement partie de l'Europe que la Grèce ou que Malte), la Turquie peut espérer, avec l'appui des Etats-Unis, sortis renforcés au Moyen Orient de la Guerre du Golfe, se constituer une zone d'influence sur toute la partie "non culturellement européenne" de l'Europe. La Bosnie-Herzégovine, effrayée par la perspective d'un partage entre la Croatie et la Serbie, invoque déjà un protectorat turc, l'Albanie, écoeurée par l'attitude italienne, ne manquera pas d'en faire autant, les minorités turques de Bulgarie également. Mais pour être ottomane, la Turquie ne doit pas viser les "minorités" turcophones, mais bien les pays "non-légitimement européens" tout entiers : y compris la Serbie, la Roumanie, la Moldavie-Bessarabie, l'Azerbaïdjan, et, pourquoi pas, l'Arménie. Pourquoi pas ? A cause du passé national de ces anciens vassaux, évidemment. Mais l'Histoire (le Liban nous l'a rappelé) a autant d'imagination que de rancœurs...

Un sous-scénario intermédiaire est bien sûr la permanence de la CEE dans ses limites actuelles, avec une intégration à la carte mais assez rapide de l'AELE, puis, dans le premier quart du prochain siècle, des morceaux "austro-hongrois". Mais ce sous-scénario est miné de l'extérieur et de l'intérieur.

*De l'extérieur* : les exclus de l'Europe légitime risquent fort d'être ravagés par les crises économiques, écologiques, et nationales. D'où l'intérêt du débat sur la Yougoslavie. Ce n'est pas par hostilité envers les "austro-hongrois" que la diplomatie française et communautaire, tout le printemps 1991, a plaidé pour l'unité de la Yougoslavie. L'expérience des "scissions nationales" (celle de l'Irlande, celle du Pakistan, et... les guerres balkaniques de la première moitié du siècle) enseigne en effet qu'il n'y a pas de "scission propre". La Slovénie est exceptionnellement homogène, mais la sécession des Serbes de Croatie était en revanche inévitable. Des guerres nationales aux portes de la CEE dans des Etats ravagés par la crise, cela signifie nécessairement un afflux de réfugiés "politico-économiques". Et de toute manière, un différentiel de prospérité trop fort entre "le dedans" et "le dehors" ne peut amener que de graves tensions. D'où l'intérêt d'une entité économiquement intermédiaire, unifiée et séparée, des Slaves du Sud.

*De l'intérieur* : le mur de pauvreté, on l'a dit, traverse aussi la CEE. Ce mur est en permanence combattu selon la tactique du Tonneau des Danaïdes : en injectant de l'argent. Mais alors les régions pauvres de l'Europe deviennent des zones d'assistés pauvres. Il y avait déjà la Corse, le Mezzogionio italien, la Grèce. Les transferts de fonds calment les rancoeurs et ralentissent les migrations. Ils ne font pas des régions compétitives au sein d'un Grand Marché. L'Allemagne de l'Est elle-même présente aujourd'hui d'énormes risques de sicilianisation. Il y a là un énorme marché de chômeurs, des chimistes au chômage, des agents de la Stasi privés d'emploi : tous les éléments sont réunis pour la constitution d'une mafia est-allemande.

*D'où la possibilité d'un troisième sous-scénario* : le "limes" passerait au sein de la CEE, en abandonnant, y compris financièrement, les zones les moins rentables pour le néo-Taylorisme, les régions que le bloc hégémonique local <sup>11</sup> ne parviendrait même pas à organiser comme base pour des activités extraverties compétitives sur le marché mondial. L'Europe des marchandises et des capitaux, privée d'un volet social, refoulerait alors vers le "limes" les plus pauvres de ses régions, qui n'auraient

---

<sup>11</sup> Sur la notion de Bloc Hégémonique Régional, voir mon intervention au séminaire de Lesbos (1985) : "Le national et le régional face à la crise mondiale du Capital", repris dans Benko (éd.) *La dynamique spatiale de l'économie contemporaine*, Editions de l'Espace Européen, La Garenne-Colombes, 1990.

qu'un privilège par rapport à l'extérieur : la libre circulation de leurs résidents à titre de migrations économiques internes.

A bien y réfléchir, c'est en fait la force d'attraction du troisième sous-scénario qui rend instable le second et très problématique le troisième. C'est parce que l'Europe n'arrive déjà pas à développer harmonieusement ses propres régions qu'elle craint si fort l'arrivée des encore plus pauvres du "quatrième cercle", même de sa zone austro-hongroise, sans parler bien entendu du second cercle (les parties méridionales des anciens empires turcs et arabes) et du troisième (le Tiers-Monde "Afrique-Caraïbes-Pacifique").

L'Europe risque de se fermer à un "chaos externe" parce qu'elle est déjà tourmentée par les turbulences de sa propre périphérie interne.

## VI LA NOUVELLE FRONTIERE, TOUJOURS.<sup>12</sup>

Un autre scénario reste possible : bloquer le volet libéral de l'Acte Unique jusqu'à ce qu'il soit flanqué d'un volet écologique et social, et faire d'une Europe de l'Est, associée à la CEE par des mécanismes complexes mais expérimentés jadis vis-à-vis de l'Europe du Sud, le laboratoire d'une transition vers une Europe confédérée, écologique et sociale, mais articulée en nations ou régions conservant une marge d'autonomie socio-culturelle. Cela supposerait une aide massive, et un effacement de la dette au travers d'une réforme du système financier international qui pourrait être étendue au Tiers-Monde. Cette Grande Europe confédérale limiterait les risques d'une hégémonie allemande et des "petites guerres".

Quelles pourraient être les règles, les mécanismes, les modes de régulation permettant ce scénario ?

D'abord, nous avons vu que l'attitude défensive de la CEE vis-à-vis de son "limes" s'enracine dans sa propre instabilité. Une "Europe légitime ouverte" est d'abord une Europe sociale, s'opposant

---

<sup>12</sup> Par le slogan "la nouvelle frontière", J.F.Kennedy avait proposé la lutte pour la création d'un véritable Etat-providence aux Etats-unis pour succéder à la conquête de l'Ouest. Dans mon livre *Choisir l'audace*, paru au début de 1989, je proposais de combiner la conquête d'une semblable "frontière intérieure" à l'Europe de l'Ouest et l'intégration de l'Europe de l'Est.

à "l'Europe à deux vitesses". Il s'agit avant tout de bloquer l'issue "flexible-libérale" à la crise, de privilégier "l'implication négociée". Pour cela, le plus simple est d'élever le "socle de droits sociaux" des travailleurs de toute la CEE : élévation du salaire minimum européen, extension dans les garanties légales sur les contrats du travail, réduction coordonnée de la durée maximale du travail, alignement progressif du niveau de sécurité sociale vers la norme des pays les plus avancés, etc.

*Mais attention : ce pas en avant dans l'intégration sociale peut engendrer une double exclusion.*

\* Exclusion interne d'abord : certaines régions d'Europe n'ont pas actuellement un niveau de qualification tel qu'elles puissent, sans dommage pour leur compétitivité, supporter une égalisation du coût salarial "vers le haut". Dès lors, l'intégration trop rapide d'un territoire dans l'espace social de la CEE se traduirait par une "désintégration" interne de ce territoire. C'est le cas illustré en vraie grandeur par l'Allemagne de l'Est<sup>13</sup>. Ce problème peut être partiellement résolu en mutualisant au niveau européen une partie du coût salarial (par exemple le financement de la sécurité sociale) et de la modernisation, les régions riches payant alors pour les régions pauvres. Mais cela n'est pas suffisant, il faut aussi des mesures positives ou des protections encourageant le développement régional endogène (comme on a encouragé le Portugal et l'Espagne avant leur intégration dans la CEE<sup>14</sup>).

\* Exclusion externe : plus on "intégrera" l'intérieur de la CEE — notamment par la mutualisation du financement de la protection sociale —, plus va s'accroître l'écart entre le "bord interne" et le "bord externe du limes". Il y aura de plus en plus de réticence à étendre vers des régions plus pauvres le niveau de protection sociale interne, et de plus en plus tendance à interdire (pour protéger les productions des régions internes pauvres) les importations de

<sup>13</sup> Le problème est encore aggravé par la suppression de l'Etat-providence Est-allemand et en particulier des services et mesures bénéficiant aux femmes. Curieusement, si la fin du "communisme" ne ressemble nullement à une "contre-révolution" anti-ouvrière, elle a certains aspects d'une contre-révolution anti-féministe

<sup>14</sup> Une des protections possibles consiste à redonner aux nations constitutives de la CEE certains attributs de souveraineté, tels que la possibilité de faire varier la parité de leur monnaie vis-à-vis de l'écu, de privilégier les fournisseurs locaux pour les commandes publiques, etc...

produits à trop bas coût salarial venus de l'extérieur du "limes". Ce risque ne peut être combattu qu'en aplanissant au maximum le contraste entre l'intérieur et l'extérieur, donc en projetant vers l'extérieur (y compris vers les limes "ottoman", arabes et slaves) les principes de solidarité financière à l'usage de la périphérie interne, en acceptant une certaine coordination (par exemple, sur les produits textiles et agricoles) entre les Pays d'Intérêt Préférentiel et les zones de Programmes Intégrés Méditerranéens, etc... Le principe doit être le suivant : les pays voisins successifs doivent être encouragés à développer dans un même mouvement leur productivité, leurs normes écologiques et sociales et leur marché intérieur, jusqu'à ce que leur évolution économique rende mutuellement avantageuse leur intégration dans la CEE, si leur évolution culturelle la rend souhaitable de par et d'autre.

Scénario de rêve ? Mais il a quelques chances. La pression, dans la CEE, des syndicats, des mouvements sociaux et de la majorité du Parlement Européen en faveur d'une Europe écologique et sociale, solidaire des autres peuples. La résistance des Allemands de l'Est au démantèlement de leur Etat-Providence. La constitution d'une société civile en Pologne et en Hongrie, déjà réticente face au libéralisme économique de leur gouvernement et aux "recettes" du FMI. L'utilité de marches orientales solides et prospères face à l'instabilité qui pourrait surgir de l'Union Soviétique. Il arrive parfois dans l'Histoire que la raison l'emporte. Ca s'appelle le progrès.

Une autre Europe est possible. Ecologique, sociale, démocratique dans ses décisions d'ensemble, mais régionalement diversifiée dans ses modes de vie. Domestiquant les forces aveugles du marché par un socle commun de droits sociaux et de devoirs écologiques. Mobilisant ses ressources financières et techniques pour égaliser entre ses régions le niveau de vie de ses citoyens. Tel peut être le ciment idéologique, l'imaginaire mobilisateur de l'unification européenne dans la conquête d'une nouvelle frontière : nouvelle frontière à l'Est, et surtout nouvelle frontière intérieure. Nouvelle frontière de solidarité aussi vers le Tiers-Monde.